

Publications économiques et financières



Entreprises

Mars 2020

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DANS LES DOM

NET RECUIL DANS L'ENSEMBLE DES DOM EN 2019

En 2019, le nombre de défaillances dans les DOM s'inscrit en **nette diminution** par rapport à 2018 (-15,5 % contre -4,8 % pour la France entière).

- En fin d'année 2019, le cumul sur un an du nombre de défaillances s'élève à 1 234, soit 227 entreprises de moins qu'à fin 2018.
- Le nombre de défaillances progresse de 56,5 % par rapport au trimestre précédent, notamment en raison de la résorption progressive des retards accumulés en Martinique dus à des sous-effectifs au tribunal de commerce de Fort-de-France.

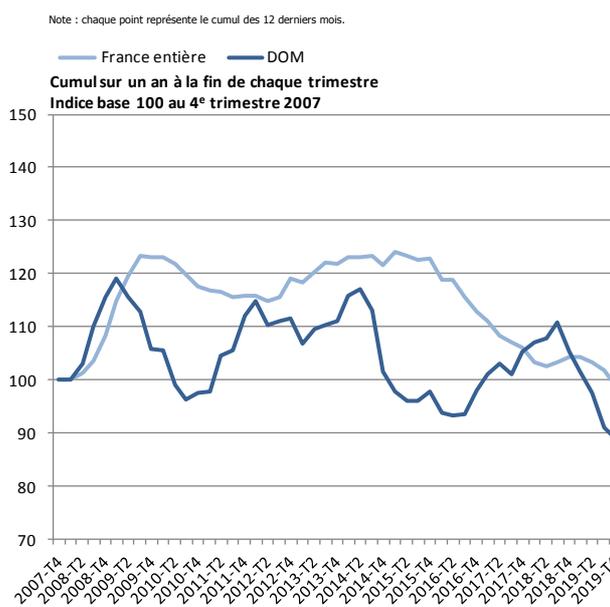
Les défaillances sont en baisse **dans tous les départements** : le recul est marqué dans les Antilles (-29,1 % en Guadeloupe et -22,6 % à la Martinique) où le nombre de défaillances n'a jamais été aussi faible depuis plus de 12 ans.

La Guyane s'inscrit en repli sensible (-14,4 %) et les défaillances poursuivent leur recul à La Réunion (-5,2 %), seul département d'outre-mer où le nombre de défaillances reste supérieur au niveau précédant la crise financière de 2008.

Le nombre de défaillances diminue dans **presque tous les secteurs d'activité**, à l'exception de l'hébergement-restauration (+7,1 %), les activités financières et d'assurance et l'information-communication, ces deux derniers secteurs se caractérisant par des hausses significatives (+16,0 % et +66,7 % respectivement) mais ne portant que sur de faibles volumes.

Les reculs sont importants dans l'enseignement, la santé et les services aux ménages (-44,2 %), l'agriculture-sylviculture (-33,3 %), l'industrie (-26,3 %), le transport et l'entreposage (-25,0 %) et l'immobilier (-20,9 %).

Défaillances d'entreprises dans les DOM

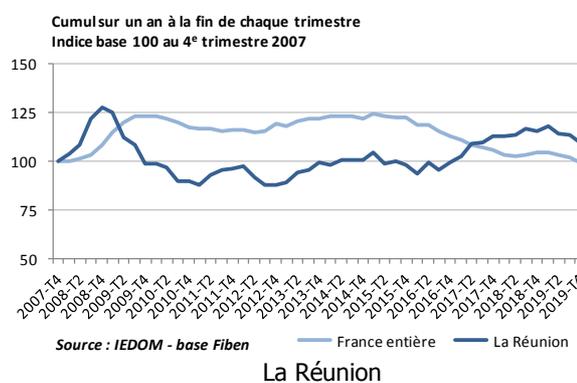
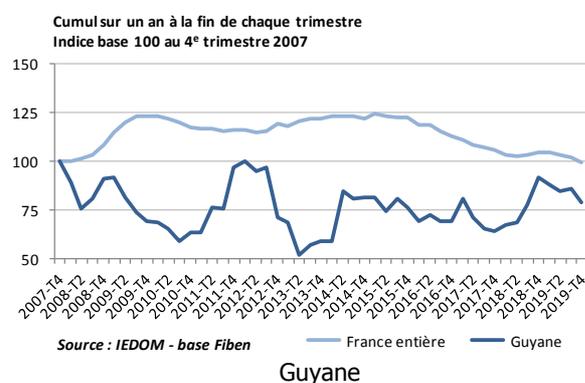
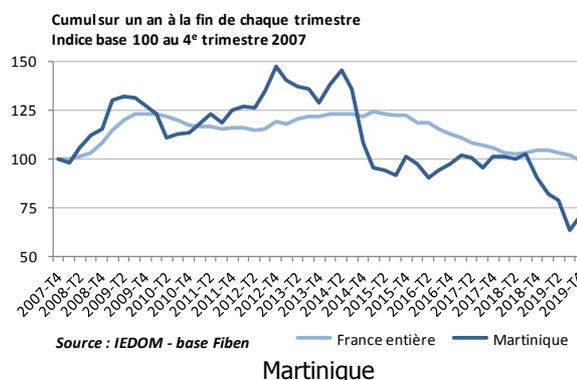
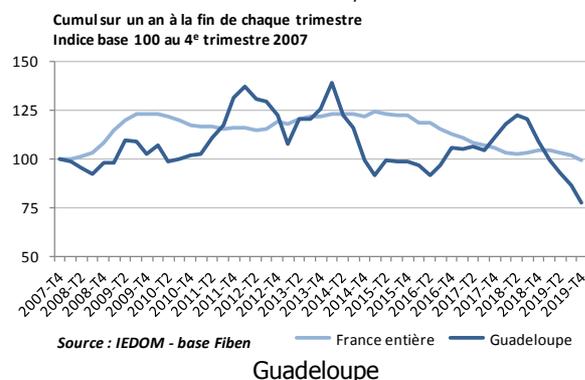


Les défaillances d'entreprises par DOM

Défaillances en nombre d'unités légales, variations en %

	Cumul sur un an à la fin du trimestre			Données trimestrielles		
	4 ^e trim. 2018	4 ^e trim. 2019	Variation en %	3 ^e trim. 2019	4 ^e trim. 2019	Variation en %
Guadeloupe	323	229	-29,1 %	44	49	+11,4%
Martinique	359	278	-22,6 %	14	121	+764,3%
Guyane	90	77	-14,4 %	17	22	+29,4%
La Réunion	679	644	-5,2 %	148	155	+4,7%
Ensemble DOM	1 461	1 234	-15,5 %	223	349	+56,5%
France entière	53 501	50 923	-4,8 %	10 413	13 219	+26,9%

Source : IEDOM – Base Fiben. Données disponibles début mars 2020 - Calcul : IEDOM



Les défaillances d'entreprises par secteur d'activité

Défaillances en nombre d'unités légales, variations en %

Secteur d'activité	DOM						France entière					
	Cumul sur un an			Données trimestrielles			Cumul sur un an			Données trimestrielles		
	4 ^e trim. 2018	4 ^e trim. 2019	Variation en %	3 ^e trim. 2019	4 ^e trim. 2019	Variation en %	4 ^e trim. 2018	4 ^e trim. 2019	Variation en %	3 ^e trim. 2019	4 ^e trim. 2019	Variation en %
Agriculture, sylviculture et pêche (AZ)	42	28	-33,3 %	6	6	0,0 %	1 421	1 383	-2,7 %	238	392	+64,7 %
Industrie (BE)	167	123	-26,3 %	19	35	+84,2 %	3 794	3 392	-10,6 %	710	847	+19,3 %
Construction (FZ)	357	316	-11,5 %	63	103	+63,5 %	11 847	11 053	-6,7 %	2 190	2 892	+32,1 %
Commerce, réparation automobile (G)	251	245	-2,4 %	39	71	+82,1 %	11 545	11 097	-3,9 %	2 322	2 913	+25,5 %
Transports et entreposage (H)	68	51	-25,0 %	7	11	+57,1 %	2 043	2 107	+3,1 %	395	590	+49,4 %
Hébergement et restauration (I)	113	121	+7,1 %	18	29	+61,1 %	7 257	6 800	-6,3 %	1 390	1 772	+27,5 %
Information et communication (JZ)	15	25	+66,7 %	4	8	+100,0 %	1 292	1 280	-0,9 %	300	337	+12,3 %
Activités financières et d'assurance (KZ)	25	29	+16,0 %	3	10	+233,3 %	1 085	1 086	+0,1 %	241	281	+16,6 %
Activités immobilières (LZ)	43	34	-20,9 %	8	4	-50,0 %	1 678	1 645	-2,0 %	296	438	+48,0 %
Conseils et services aux entreprises (MN)	150	133	-11,3 %	27	36	+33,3 %	5 758	5 662	-1,7 %	1 198	1 466	+22,4 %
Enseignement, santé, action sociale et service aux ménages (P à S)	226	126	-44,2 %	28	34	+21,4 %	5 345	5 088	-4,8 %	1 047	1 222	+16,7 %
Ensemble	1 461	1 234	-15,5 %	223	349	+56,5 %	53 501	50 923	-4,8 %	10 413	13 219	+26,9 %

Source : IEDOM – Base Fiben. Données disponibles début mars 2020 - Calcul : IEDOM

MÉTHODOLOGIE

Les défaillances sont recensées en termes d'unités légales – entités identifiées par un numéro Siren – et couvrent les redressements et les liquidations judiciaires. La notion de « défaillance » se distingue de celle de « cessation d'activité » qui correspond à l'arrêt total de l'activité d'une entreprise. Une défaillance ne donne pas nécessairement lieu à une cessation d'activité, et *vice versa*.

Une unité légale peut faire l'objet de plusieurs procédures collectives au cours du temps. Quand, suite à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, la liquidation judiciaire est prononcée à l'issue de la période d'observation, une seule défaillance est comptabilisée. En revanche, on considère que lorsqu'un plan de continuation ou un plan de cession intervient entre un redressement judiciaire et une liquidation judiciaire ou un nouveau redressement, ce plan clôture la procédure initiale de redressement. La liquidation ou le second redressement sont donc comptabilisés comme une nouvelle ouverture de procédure, c'est-à-dire comme une nouvelle défaillance de l'unité légale.

Les défaillances des sociétés en nom collectif (SNC) de défiscalisation consécutives à la défaillance de leur maison-mère sont neutralisées afin d'éviter de compter plusieurs fois la même procédure.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : M. RANDRIAMISAINA

Rédaction : B. TERRIEN

Éditeur et imprimeur : IEDOM